



Volumul II, Numărul 3 / 2000

ISSN 1454-9980

**Les facteurs culturels et l'emergence de nouveaux acteurs
economiques dans les pays en transition**

(pag. 4-12)

Ewa BOGALSKA-MARTIN, GREG-IUT II, Grenoble-France

Volume II, Issue 2 (3) / 2000

**Cross-cultural
Management
Journal**

LES FACTEURS CULTURELS ET L'EMERGENCE DE NOUVEAUX ACTEURS ECONOMIQUES DANS LES PAYS EN TRANSITION

Ewa Bogalska-Martin
GREG-IUT II, Grenoble-France

RESUME

Bien avant que le mur de Berlin ne s'écroule, les gens de l'Est (1) se sentaient capables de développer une économie libérale et de construire des États démocratiques. L'une des motivations profondes qui ont poussé les gens de l'Est à combattre le communisme était la volonté de se rapprocher du niveau de vie des pays occidentaux. Dans cette partie de l'Europe Centrale qui n'a jamais cessé de revendiquer son appartenance culturelle à l'Ouest, le mythe de l'initiative privée était presque aussi fort que celui de la liberté et de la prospérité occidentale (2). Si la destruction du mur de Berlin a ouvert la porte de la démocratisation de la vie politique, elle a également conduit vers un affaiblissement, plus ou moins marqué, selon les pays, des institutions d'État, accompagné de l'émergence de nouveaux acteurs économiques. Durant les dix dernières années nous avons ainsi observé une profonde mutation culturelle qui s'opérait et qui s'opère encore à l'Est.

Dans ce texte, faute de place, nous n'évoquerons que trois aspects de ce processus de transformation aux multiples facettes. Nous analyserons, en particulier, le contexte culturel de l'émergence de nouveaux acteurs économiques qui ont rempli le vide laissé par la disparition plus ou moins brutale de l'État totalitaire. Nous nous demanderons s'il est possible de parler de la naissance de bourgeoisies nationales. Toutes ces analyses permettront d'évaluer l'ensemble des phénomènes observés, soit en termes de renforcement des distances culturelles Est-Ouest, soit en termes de proximités qui peuvent laisser penser que les pays d'Europe Centrale et Orientale font (bien que partiellement) partie de cet ensemble que l'on a pour habitude d'appeler l'économie mondiale.

Bien avant que le mur de Berlin ne s'écroule, les gens de l'Est (3) se sentaient capables de développer une économie libérale et de construire des États démocratiques. Revenant du Japon en 1981, L. Walesa, leader syndicaliste de l'époque, déclarait *Nous allons faire de la Pologne un deuxième Japon*. Son rêve d'une Pologne puissante sur la scène internationale, sa foi dans le génie polonais capable de grandes choses, étaient partagés par une grande partie de la société engagée dans le mouvement *Solidarnosc*.

En effet, l'une des motivations profondes qui ont poussé les gens de l'Est à combattre le communisme était la volonté de se rapprocher du niveau de vie des pays occidentaux. Il ne faut pas oublier que l'aspiration générale des populations à la liberté politique, à l'origine des mouvements de contestation, et leur volonté de vivre comme en Occident étaient étroitement liées. La fusion de ces deux idéaux explique un engagement massif des populations dans des mouvements qui ont conduit vers la libéralisation économique et politique à l'Est. Il faut rappeler que dans tous ces pays, exception faite

pour l'URSS, la conscience d'un retard technologique, économique et culturel par rapport à l'Occident était pratiquement générale. Elle était partagée par toutes les couches sociales, et tout le monde, des cabinets ministériels aux ouvriers des fermes d'État savait que l'Est était en retard.

En même temps, dans cette partie de l'Europe Centrale qui n'a jamais cessé de revendiquer son appartenance culturelle à l'Ouest, le mythe de l'initiative privée était presque aussi fort que celui de la liberté et de la prospérité occidentale (4). Les institutions politiques mise en place après 1948, et en particulier les instances de l'État Socialiste (elles mêmes inséparables des instances des partis communistes) étaient perçues comme des institutions de contrôle, de surveillance ayant pour objectif d'étouffer toute initiative privée, ce qui fut en effet, l'un de leur rôle. L'État socialiste était conçu en tant qu'État totalitaire qui prenait en charge toute la population en lui laissant peu d'initiative. Il n'est donc pas étonnant qu'après 1989, la véritable explosion des initiatives privées dans le domaine de l'économie (en particulier dans le commerce) ait un véritable visage antiétatique, une sorte de "jacobinisme économique", ce qui a provoqué au début des années 90, dans tous les pays de la zone d'Europe Centrale et Orientale, un manque de visibilité dans le domaine économique dû à l'anarchie. À vrai dire, dans un certain nombre de domaines et dans certains pays, ces phénomènes ne sont toujours pas complètement maîtrisés. Si la destruction du mur de Berlin a ouvert la porte de la démocratisation de la vie politique, elle a également conduit vers un affaiblissement, plus ou moins marqué, selon les pays, des institutions d'État, accompagné de l'émergence de nouveaux acteurs économiques. Durant les dix dernières années nous avons ainsi observé une profonde mutation culturelle qui s'opérait et qui s'opère encore à l'Est.

Dans ce texte, faute de place, nous n'évoquerons que trois aspects de ce processus de transformation aux multiples facettes. Nous analyserons, en particulier, le contexte culturel de l'émergence de nouveaux acteurs économiques qui ont rempli le vide laissé par la disparition plus ou moins brutale de l'État totalitaire. Nous nous demanderons s'il est possible de parler de la naissance de bourgeoisies nationales. Toutes ces analyses permettront d'évaluer l'ensemble des phénomènes observés, soit en termes de ren-

forcement des distances culturelles Est-Ouest, soit en termes de proximités qui peuvent laisser penser que les pays d'Europe Centrale et Orientale font (bien que partiellement) partie de cet ensemble que l'on a pour habitude d'appeler *l'économie mondiale*.

1. Le modèle de l'État national et l'État socialiste

L'État moderne en Europe naît avec les bourgeoisies nationales. En tant qu'État national, il représente et veille sur le respect des intérêts de la nation, dont l'existence objective le légitime. L'idée générale de l'État national, représentant des intérêts nationaux a pris trois formes principales en Europe Occidentale. Pour résumer nous pouvons parler de

- l'État législateur - version britannique
- l'État accompagnateur - version allemande
- l'État centralisateur et organisateur - version française.

Dans le premier cas nous sommes en face d'une société pluriethnique, où règnent les règles de libre concurrence dans les limites de la loi. L'État joue essentiellement un rôle de régulation en fixant des lois. Il est responsable directement d'un minimum de services destinés aux citoyens. En général, il n'est pas propriétaire des composantes économiques. Dans le cas allemand nous avons une société où l'appartenance nationale et la citoyenneté sont séparées. L'État est au service des habitants, il a une fonction protectrice, et négociatrice qui lui permet de réaliser un consensus autour de l'idée d'intérêt suprême du pays, exprimé par la suite dans des textes de lois. Enfin dans le cas français, l'État est engagé en tant que force politique et économique dans l'accumulation de richesses. Il planifie, mène des politiques d'investissements directs et assume une fonction d'administrateur. Il est propriétaire des sociétés industrielles bien que les proportions entre le secteur public et privé changent en fonction des majorités politiques.

Ces trois modèles ont influencé, de près ou de loin, les structures étatiques développées en Europe Centrale au début de XXème siècle. La fondation de la plupart des États, dans cette partie d'Europe remonte à 1918 à l'issue de la

Première Guerre Mondiale, ce qui fut confirmé par le Traité du Versailles en 1919. Des leaders politiques de chaque pays, afin de construire des États indépendants ont cherché des modèles en Occident. Ainsi en Pologne, l'administration de l'État était organisée selon le modèle français, et les Français furent les conseillers des premiers gouvernements polonais dans les années 20.

Il en était de même pour la Tchécoslovaquie et pour les Roumains proches linguistiquement et culturellement des pays francophones. Ils ont pris modèle dans la Constitution belge. Le modèle autrichien a trouvé sa continuation en Yougoslavie. Ces nouveaux États devaient être forts car ils incarnaient l'idée de la modernité politique et économique. Les forces de modernité devaient être, par nature, proétatiques et faire oublier le jacobinisme ancien. Dans tous ces pays, l'arrivée des communistes au pouvoir n'a pas réussi à faire oublier l'époque de l'entre deux guerres. Après 1989, le souvenir de cette brève période d'indépendance constituait le seul point de référence interne pour la construction des États démocratiques. Le paradoxe du processus de démocratisation engagé dans les années 90 par tous ces pays consistait dans le fait que l'État socialiste devait limiter son pouvoir et réaliser lui-même les réformes qui devaient conduire vers son démantèlement.

Bien évidemment il ne pouvait pas assumer tout seul cette responsabilité. Certains auteurs parlent en effet d'un système tripartite, qui engageait les partis politiques anciens et nouvellement créés, les syndicats et les instances de l'État. Ces trois forces représentaient la société civile qui devait réussir la révolution antisocialiste. Parfois des organisations internationales telles que F.M.I. ou la Banque Mondiale participaient activement au processus, apportant leurs idées de libéralisme économique.

L'État socialiste, qu'il fallait démanteler, comme nous l'avons dit plus haut, était par nature totalitaire. Il accomplissait toutes les fonctions planificatrices et organisatrices, il était employeur, payeur et propriétaire de toutes les richesses. Jusqu'en 1956, la question nationale, point de discordance entre bolcheviques et mencheviques, entre le communisme de Lénine et celui de Kautsky, ne fut pas liée à l'idée de progrès social apporté par le communisme, lequel se

préoccupait de fonder une communauté internationale. Dans ces premiers ans d'existence en Europe Centrale, l'État totalitaire répondait à la volonté de créer une société socialiste (bien que la domination de la culture russe soit très présente) et ainsi d'effacer la question nationale, principe sur lequel reposaient les États modernes en Europe. La mort de Staline, le XX^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, les révolutions polonaise et hongroise de 1956 ont progressivement conduit à la reconnaissance de voies nationales vers le socialisme en introduisant ainsi de manière plus ou moins claire la question nationale au sein des États socialistes. Faute de place, il ne nous est pas possible d'entrer dans le détail des histoires nationales, mais une idée se désigne très nettement quand nous évoquons les pays d'Europe Centrale, à savoir, la présence d'une aspiration à l'État indépendant et nationalement (5) homogène (6).

Tous ces pays se sont battus aux XIX^e siècle pour leur indépendance nationale, mais selon les théories nationalistes de l'époque, ils manquaient de "maturité politique", leur conscience nationale n'était pas assez forte. Si les Tchèques, après la séparation des États Tchéque et Slovaque en 1993 ont réussi, comme l'écrit J.Rupnik, à être seuls, "enfin seuls" (7), la gestion d'épineux problème de minorités ethniques constitue aujourd'hui encore une difficulté majeure pour de nombreux États d'Europe Centrale, notamment Pologne, Slovaquie, Hongrie et Roumanie. Le même problème concerne les pays Baltes et Yougoslaves. Ces derniers, dans leur quête d'homogénéité n'hésitent pas à se lancer dans la voie de l'épuration ethnique. La capacité ou l'incapacité à gérer la question de la multiethnicité peut conduire à l'affaiblissement de l'État. Ceci est en partie observé en Slovaquie, en Hongrie et Roumanie. Il faut restituer dans ce contexte, l'apparition des nombreux partis nationalistes, dont les idéologies sont proches de l'extrême droite occidentale.

2. Le démantèlement de l'État socialiste

Revenons au problème qui nous intéresse ici, à savoir, le démantèlement de l'État socia-

liste. Plusieurs questions allaient être résolues à l'issue de ce processus:

- la question de sécurité et d'appartenance aux pactes militaires,
- la question de l'organisation des institutions de l'État, la mise en place d'un système de véritable démocratie parlementaire et la création d'un corps de fonctionnaires et d'administration impartiale,
- la question de l'appartenance nationale et le problème des minorités ethniques,
- la question de la délimitation de la frontière entre le secteur public et le secteur privé.

Notre attention se portera exclusivement sur ce dernier aspect. Deux tendances (nous pouvons parler de deux cultures) se sont affrontées et s'affrontent toujours en Europe Centrale, provoquant d'interminables débats publics et parlementaires. Les nouveaux économistes influencés par les théories libérales (Balcerowicz en Pologne) ont cherché à construire un État semblable au modèle britannique. La force principale de régulation de la vie économique et sociale devait être la libre concurrence et "la main invisible du marché" comme l'écrivait Adam Smith. De l'autre côté nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas que l'État devienne trop faible; leurs conceptions se rapprochaient davantage du modèle français. Il s'agissait de protéger à la fois les richesses nationales et les populations de l'appauvrissement, de sauvegarder au maximum le service public et la capacité de l'État à intervenir directement dans le domaine économique. La voie de la privatisation choisie par chaque pays montre bien comment à quoi aboutit le débat.

La Hongrie a favorisé la vente des entreprises aux investisseurs privés souvent d'origine étrangère. Le modèle de l'État est ici proche du modèle britannique.

En Tchécoslovaquie la privatisation de masse par la méthode des coupons favorisait la dispersion des actions et la mise en place de fonds gérés par l'État. C'est ici que l'État s'est montré le plus fort. Par contre, après un vif débat, la Pologne a adopté une méthode mixte, vente d'entreprises aux investisseurs étrangers, aux managers et aux employés polonais et, plus tard, privatisation de masse par coupons.

Le concept de l'État qui conserve son rôle de propriétaire est plus proche du modèle fran-

çais. De manière générale il semble que le démantèlement de l'État socialiste ait conduit à la naissance d'"État managériaux", forme hybride du "capitalisme d'Etat" qui caractérise souvent les pays en voie de développement.

3. Les nouveaux acteurs économiques et la faiblesse de l'État

En principe, la démocratisation ne suppose pas l'affaiblissement des institutions de l'État. Le multipartisme, les élections libres peuvent au contraire conduire à la légitimation de l'État en lui attribuant une force réelle. Malheureusement, les contextes historique et culturel de nombreux pays d'Europe Centrale associent l'idée de l'État moderne et national à la domination étrangère. Ceci est particulièrement net dans le cas de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Slovaquie, un peu moins pour la Tchéquie et la Hongrie qui ont bénéficié d'une plus grande autonomie à l'intérieur de la Monarchie Autrichienne. Dans ces pays et durant des siècles, l'État était une force de domination, d'acculturation, de pression fiscale et de mise en place de lois injustes. Les sociétés d'Europe Centrale ont été russifiées, germanisées, islamisées, magiarisées, occupées à multiples reprises par des armées différentes. Dans ce contexte, la stratégie de contournement, de non respect de l'État étaient souvent valorisée comme une lutte contre la domination, comme une forme de résistance passive aux forces extérieures. Les Polonais, les Hongrois, ont excellé dans cet exercice. Certains auteurs, dont le Roumain Pavel Campeanu (8) se demandent si le refus *de se plier aux contraintes provoquées par la présence de l'envahisseur* ne constitue pas un trait important de la culture commune des pays de l'Europe Centrale. Il nous semble qu'en effet nous pouvons parler d'une culture commune du jacobinisme ancien. Aujourd'hui encore, pour des raisons historiques, dans de nombreux pays d'Europe Centrale, la légitimité de l'État reste fragile. Ceci est particulièrement visible dans l'application des lois et quand il est question de faire respecter la législation en vigueur.

Plusieurs indicateurs sont révélateurs de la faiblesse d'un État. S'il a de grandes difficultés

pour assurer l'ordre public. S'il n'arrive pas à percevoir les impôts (notamment les impôts sur les sociétés), s'il se trouve en situation de ne pouvoir payer les salaires de ses fonctionnaires, nous pouvons parler d'un État effectivement faible.

Il peut engager de nouvelles lois, il peut faire délibérer les parlementaires sur les nouvelles réformes économiques mais il n'arrivera pas à les faire appliquer. Plus l'État est faible, plus les autres institutions, à défaut anti-étatiques, sont obligées d'assumer ses fonctions. Le système social, quand il ne se désagrège pas complètement dans l'anarchie, a horreur du vide. À partir du début des années 90 nous avons vu apparaître plusieurs formes sociales engagées dans la vie économique. La grande majorité de ces organisations fut créée par la volonté de l'État, engagé dans les réformes structurelles, mais certaines ont pu naître à par suite d'une défaillance de l'État. Nous voulons citer trois types d'acteurs économiques émergents dans la phase de démantèlement de l'État socialiste:

- **A.** Les organisations territoriales qui disposent de bien communaux et qui perçoivent des impôts locaux,
- **B.** Les organisations professionnelles et corporatistes, les organisations commerciales, (Chambres de Commerces) et celles qui peuvent prendre une forme régionale (p. ex. les mineurs en Pologne et en Roumanie) ou nationale (organisations de paysans),
- **C.** Les organisations de type mafique qui créent de nouvelles formes d'activités économiques, illégales

De manière générale, c'est la disparition de l'État totalitaire qui a favorisé l'émergence de ces nouvelles structures. Les formes qu'elles ont pris, la force qu'elles ont pu développer, semblent dépendre d'avantage des facteurs culturels propres à chaque pays et même propres aux régions qui se sont lancées dans des politiques régionales indépendantes.

A. S'agissant d'organisations territoriales, nous pouvons constater des revendications d'unité territoriale spécifique à l'intérieur d'une territoire national (ceci peut être observé en Pologne, en Slovaquie et en Hongrie). La mise en valeur d'un patrimoine culturel, des richesses locales, d'une histoire spécifique est souvent encouragée par la Communauté Européenne et

financé dans le cadre de programmes communautaires de coopération transfrontalière. Nous pouvons nous demander dans quelle mesure ceci favorisera, à plus long terme, la naissance de mouvements séparatistes semblables à ceux qui posent beaucoup de problèmes aux gouvernements occidentaux (cas de l'Espagne et de la France). Dorénavant nous pouvons parler des effets de décentralisation qui affaiblissent l'État central. Il est de fait, que l'engagement des collectivités territoriales dans la vie économique, la mise en place de politiques économiques régionales (création de zones d'attraction pour les capitaux étrangers, réduction des taxes qui restent dans l'attribution de ces collectivités) participent à la polarisation du système économique national et contribuent souvent à renforcer le clivage ancien (parfois remontant au XVI^e siècle) entre les régions économiquement fortes et dynamiques et les régions faibles. Les réformes territoriales engagées dans certains pays ont bien montré le poids de ces nouvelles forces économiques dans leur volonté de se voir attribuer des zones géographiquement intéressantes, mais le débat sur les avantages et désavantages des régions fortes reste ouvert.

B. Les organisations syndicales ont été parfois, comme en Pologne, à l'origine du changement du système politique. La phase de transition semble diminuer leur rôle souvent trop politique. Sylvie MOURANCHE note que depuis 1989 dans tous les pays de l'Europe Centrale on observe une chute impressionnante des adhésions. Il nous semble qu'elle est la plus forte dans les pays d'importante économie privée comme la Pologne où elle est de 54,7%, 38% en Hongrie, 50,6 en République Tchèque et 40,1 en Slovaquie. Par contre dans les pays où le secteur privé tarde à se développer la chute est moins spectaculaire. Elle est de 7,5% en Roumanie, 17,7% en Bulgarie (9).

En même temps nous observons un renforcement des organisations corporatistes, surtout quand il s'agit de corporations qui représentent des groupes professionnels menacés par les perspectives de chômage (secteur de l'industrie textile, métallurgique et minier), par la diminution des revenus (agriculteurs, fonctionnaires etc.). Certaines de ces organisations fonctionnent sur la base très institutionnelle et légale, certaines vont prendre des formes plus sponta-

nées et émergent dans les phases de négociations en se constituant en opinion publique et en force de contestation (récemment les mineurs roumains ont organisé une marche sur Bucarest, les agriculteurs polonais envahissent les rues de Varsovie avec leur produits etc.) Notons ici que cette forme d'organisation souple qui consiste à se mobiliser rapidement et dans un temps limité, peut constituer, en soi, un effet du transfert de l'Ouest vers l'Est.

Une certaine *américanisation* de la vie politique et économique, avec la multiplication des centres de décisions économiques se traduit par l'apparition d'organisations de type lobby, lesquelles interviennent pour influencer les décisions économiques. Elles sont très actives dans les domaines d'élaboration des programmes de privatisation, elles influencent les choix des entreprises privatisées et les modalités de mise en vente. Elle peuvent prendre des formes légales (Sociétés de Consulting, Sociétés de Promotion des exportations, Chambres de Commerce, Cabinets d'Avocats, banques...). Selon l'avis des experts en matière de système bancaire, les banques ne parviennent pas encore à jouer leur rôle. L'une des caractéristiques communes de ces organisations reste leur lien étroit avec des capitaux étrangers. Elles partagent les mêmes intérêts financiers et constituent un élément fondamental des élites de pouvoir en Hongrie, en Pologne, et dans une moindre mesure en République Tchèque et Slovaquie. Leur force devient de plus en plus visible en Roumanie et Bulgarie.

De nombreuses organisations économiques ont vu le jour à l'issue du processus de privatisation d'entreprises. Nous devons évoquer ici les Groupes d'actionnaires, repreneurs du capital d'une entreprise et constitués d'anciens employés et ouvriers, de comités d'entreprise qui s'opposent parfois vigoureusement aux décisions des directions d'entreprises, ainsi que les groupements d'entreprises appartenant à un même secteur généralement constitués pour défendre leurs droits. Ces organisations donnent beaucoup de fils à retordre aux Conseils d'Administration et aux Commissions de Privatisation.

Leurs membres sont parfois des nostalgiques de l'ancien système, bercés par un rêve d'autogestion collective. Il arrive qu'avec plus ou

moins de succès ils le réalisent. Pour rendre l'image exact il faut évoquer ici une relative faiblesse des organisations patronales.

C. Tous les pays d'Europe Centrale connaissent le problème des organisations de type mafique. L'affaiblissement plus ou moins durable de l'État aggravé par l'effondrement économique des années 1990-1994 a créé des conditions propices à l'apparition d'organisations illégales ou à la limite de la loi. Elles concentrent leurs activités dans le commerce et le blanchiment de l'argent. Après une première phase de trafic d'automobiles de drogues, nous sommes actuellement dans une phase de trafic humain (immigrés clandestins, jeunes filles destinées aux maisons de prostitution de l'Occident) sans que les trafics de voitures et de narcotiques cessent pour autant. Il s'agit des véritables secteurs d'économie parallèle et illégale qui échappent au contrôle de l'État.

Certaines de ces organisations marquent un retour aux formes ancestrales d'organisations claniques sur la base ethnique ou familiale (Bulgarie, Roumanie), les autres ont pris la forme d'organisations modernes, hiérarchisées, fonctionnelles, souples et d'une grande capacité de diversification (Pologne, Slovaquie). Ces dernières sont souvent organisées par d'anciens membres de la nomenclature ou par d'anciens militaires qui ont su garder des liens forts et établir une communauté d'intérêts. La caractéristique commune des actions entreprises par ces organisations est une forte accumulation de richesses et son transfert vers les pays occidentaux. En agissant dans le domaine de l'économie illégale, elles échappent à la pression fiscale et offrent des emplois illégaux aux nombreuses chômeurs, en proposant même des perspectives de carrières pour les jeunes.

La multiplicité des acteurs qui agissent en fonction de leur intérêts propres n'est pas facile à gérer par l'État central. Nous devons donc parler d'un équilibre instable entre les instances de l'État central et les acteurs économiques locaux. Les recours à la fraude fiscale. Il est vrai que les charges fiscales qui pèsent sur les sociétés sont lourdes (38% en Slovaquie, 41% en Roumanie, 42% en Bulgarie, 46% en Pologne et en République Tchèque, 51% en Hongrie) (10) ce qui, joint aux habitudes du jacobinisme ancien ne facilite pas les choses.

4. Élités économiques ou bourgeoisies nationales?

Quand M. Weber a formulé sa thèse sur la naissance d'un ethos du travail (*Berufsarbeit*) (11), sur l'esprit de responsabilité et la recherche du profit qui caractérisent les entrepreneurs à l'époque du capitalisme naissant, il a insisté sur la dimension culturelle du processus aussi bien dans sa progression que dans les obstacles rencontrés⁽¹²⁾. Il s'agissait bien d'un nouvel idéal social qui animait l'actions de la bourgeoisie nationale. Sans vouloir entrer dans une polémique avec les historiens, nous pouvons dire que, à quelques exceptions près, (Russie, Tchéquie, Hongrie) dans de nombreux pays d'Europe Centrale, avant la guerre, la présence de la bourgeoisie restait faible. Par contre dans chaque pays existent de nombreux groupes de petite bourgeoisie locale qui constituait, avec les fonctionnaires, la force principale de modernisation engagée par les États. En effet avant la guerre, la majorité des populations d'Europe Centrale vivait à la campagne, les structures industrielles n'étant pas très développées. Par contre, l'une des spécificités des régions situées plus à l'Est était la persistance de structures agricoles de type féodal. La "question agraire" non résolue radicalisait les masses paysannes en les rendant attentives aux arguments des partis de gauche.

Cette question a trouvé une solution dans la nationalisation des terres et dans la création des Fermes d'État entre 1945 et 1948 (sauf en Pologne ou la réforme agraire de 1944 créait une classe paysanne). Il nous semble que la situation actuelle ne favorise pas non plus l'émergence des véritables bourgeoisies nationales. Même si les statistiques montrent qu'en Hongrie, Tchéquie et Slovaquie, environ 75% du PIB provient du secteur privé, contre 65% en Pologne et 60% en Roumanie⁽¹³⁾, ceci ne postule pas l'existence de groupes homogènes de type bourgeoisie car, dans tous les pays d'Europe Centrale, la puissance du secteur privé dépend directement du montant des investissements étrangers et par voie de conséquence, de l'état de santé de l'économie occidentale voire mondiale. Dans tous ces pays, le secteur privé résultait de deux processus conjugués: celui de la privatisation, et celui de l'investissement étranger largement fa-

vorisé par le précédent. Depuis un certain temps, en Hongrie et en Pologne, pays qui ont engagé des réformes pour favoriser la création de joint-ventures avec participation de capitaux étrangers avant 1989 (1970 en Hongrie, et 1982 en Pologne) on observait la présence de petite groupes d'entrepreneurs nationaux liés au secteur privé. Ils ont pris leur envol dans les années 90.

Le processus de privatisation des entreprises a favorisé l'apparition d'un vaste groupe d'entrepreneurs qui sont, soit nationaux soit d'origine étrangère, et qui demeurent très liés entre eux. Ils sont constitués par des anciens membres de groupes situés près du pouvoir qui ont su capitaliser l'accès à l'information en accédant aux titres des propriétaires ou d'actionnaires des entreprises les plus rentables, dont la valeur était parfois largement sous-évaluée. Dans de nombreux pays, nous observons aujourd'hui une fusion entre les anciennes et les nouvelles élites du pouvoir avec des groupes d'actionnaires, représentant des groupes internationaux, managers ou propriétaires des sociétés. Le paysage social est donc confus car, à côté des véritables propriétaires, nombreux sont les groupes de personnes qui gravitent autour d'eux en leur proposant des conseils, l'accès à l'information, les contacts avec l'étrangers etc. Le manque de traditions culturelles (valeurs, ligne de conduite etc.) propres aux bourgeoisies nationales favorise aujourd'hui l'adaptation au modèle occidental, ce qui se traduit par un certain cosmopolitisme dans les milieux d'affaires dans tous les pays de la zone. Dans quelle mesure constituent-ils la bourgeoisie nationale? Nous devons parler des élites économiques. Ayant les yeux rivées vers l'Ouest d'où viennent les capitaux, les technologies et peut-être un jour les nouveaux marchés, les brasseurs d'affaires de l'Europe Centrale, bien ajustés dans leurs costumes Armani, passent leur vacances aux îles Baléares et cherchent des investisseurs à l'Ouest. Ils sont très intéressés par une rapide intégration de leur pays à l'Union Européenne et constituent la force la plus progressiste et un appui important pour les gouvernements qui cherchent à fixer une date ferme pour la finalisation de ce processus engagé en 1994.

De son côté la petite bourgeoisie locale supprimée par décrets de nationalisation dans les années 40, se reconstituait très vite après 1989. La libéralisation économique et la restitu-

tion de biens privés se traduit rapidement par la création de millions de petites affaires familiales très enracinées dans le contexte local des petites villes et de la campagne.

Actives dans le domaine du commerce et dans la production des biens de consommation courante, notamment dans le secteur agro-alimentaire, ces petites entreprises utilisent souvent des procédés simples, et engagent peu d'investissement et d'innovation. Néanmoins elles s'adaptent très bien aux exigences de leur marché local et souvent leurs patrons n'aspirent pas à s'agrandir craignant, ce qui peut être considéré comme l'expression de leur réalisme, de perdre la maîtrise de leur firme. Les patrons de ces petites sociétés gèrent leur affaires de manière très paternaliste, n'hésitent pas s'il le faut à embaucher des travailleurs "au noir" (14). Ils sont souvent animés par une sorte de patriotisme local qui respecte des valeurs communautaires avec leur poids de conformisme. Les propriétaires de ces petites sociétés appuient fortement toutes les initiatives régionales et locales qui vont dans le sens de l'acquisition d'une plus grande autonomie locale.

Souvent nationalistes et jacobins, comme ils le disent eux-mêmes, la capitale, vue de leur village, avec ses administrations centrales paraît être bien lointaine.

En conclusion

La coexistence de ces deux groupes économiquement très actifs mais si différents en termes de références culturelles, exprime le mieux les contradictions qui déchirent la plupart des pays en transition. Les élites économiques

qui ont lié leur destin à la progression de l'économie mondiale et la progression des marchés financiers internationaux poussent les gouvernements à libéraliser de plus en plus les règles de la libre concurrence, tandis que la petite bourgeoisie locale, très nationaliste cherche au contraire, à protéger ses affaires à limiter la concurrence et, paradoxalement, évoque souvent avec nostalgie le système socialiste. Les premiers semblent compter beaucoup dans les pays comme la Hongrie, la Pologne, et la Slovaquie, mais la lenteur du processus d'intégration, comme le rappelait récemment le président A. Kwasniewski pendant sa visite à Paris en mai 2000, peut changer le rapport de forces déjà instable.

Nous ne savons toujours pas avec précision si les cultures des sociétés qui composent les pays d'Europe Centrale sont devenus plus proches de celles de l'Occident. Dans tous ces pays, d'importants efforts ont été accomplis dans le domaine juridique, "la main invisible du marché" a produit ses effets uniformisateurs dans les domaines de la mode, des standards technologiques et des exigences de qualité, qui touchent de manière inégale les différents groupes sociaux. La régionalisation et le retour aux traditions locales, y compris dans le domaine de la consommation, notamment les modes d'alimentation, n'ont pas dit leur dernier mot. La polarisation des systèmes économiques (apparition des grandes fortunes et élargissement des zones de nouvelle pauvreté) semblent être une des tendances qui sont présentes aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, mais à l'Est elle contribue à faire disparaître le mythe de l'Occident. Peut-on encore rêver à l'Est ? Quel mythe peut faire vibrer les gens de l'Est après l'époque de la grande désillusion?

RÉFÉRENCES

1. Dans notre texte nous ne parlons que des pays de l'Europe Centrale.
2. Marcin Frybes parle du mythe de l'Occident. Voir FRYBES Marcin *L'après -communisme en Europe centrale: la fin du mythe de l'Occident et ses implications*. Dans Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, pp. 83-94.
3. Dans notre texte nous ne parlons que des pays de l'Europe Centrale.

4. Marcin Frybes parle du mythe de l'Occident. Voir FRYBES Marcin *L'après -communisme en Europe centrale: la fin du mythe de l'Occident et ses implications*. Dans Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, pp. 83-94.
5. Le concept de la nation partagé par l'ensemble des sociétés de l'Europe Centrale est celui d'une communauté culturelle, fondée par le partage de l'histoire commune, de la tradition, la religion et la langue. Il est proche de celui de la nation allemande, bien ce dernier suppose en plus l'importance du lien du sang. Voir p. ex. SCHNAPPER Dominique, *La communauté des citoyens. Sur idée moderne de nation*. Ed. Gallimard, Paris 1994.
6. Nous partageons ici l'opinion exprimé par Jacques RUPNIK, *Il était une fois l'Europe Centrale*. Dans Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, p.28.
7. Idem. P. 29.
8. CAMPEANU Pavel, *L'Europe Centrale, un point de vue roumain*. Dans Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, p.67.
9. Voir: MOURANCHE Sylvie, L'émergence problématique des relations professionnelles. Dans: Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, p. 161.
10. Cité après François BAFOIL, *Les dynamiques des changements sociaux: emploi, chômage, et travail au noir*". Dans: Une Nouvelle Europe Centrale. Dir. M. Frybes, Editions Découverte, Paris 1998, p. 150.
11. WEBER MAX, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Ed. Plon, Paris 1967, p.80.
12. Dans le même ouvrage Max WEBER écrivait le système capitaliste a besoin de ce dévouement à la vocation (Beruf) de gagner de l'argent. (...) cette façon de concevoir l'enrichissement en tant que fin en soi à laquelle les hommes se trouvent astreints et tant que vocation (Beruf), se heurtait aux sentiments moraux d'époques entières. Idem p.74 et 75.
13. Nous disposons d'évaluation de la BERD du 1997.
14. Le phénomène du travail "au noir" est beaucoup plus présent dans les pays ou le poids de la petite bourgeoisie conjugué avec le jacobinisme est plus importants comme en Pologne, où on l'évalue entre 14 et 32% des actifs.